

Jean-Baptiste André Godin à Albert Dauphin, vers le 12 août 1865

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

8 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (8)

Collation 8 p. (114r, 115v, 116r, 117v, 118r, 119v, 120r, 121v)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Albert Dauphin, vers le 12 août 1865, Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 14/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/45344>

Copier

Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [vers le 12 août 1865](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)

Destinataire [Dauphin, Albert \(1827-1898\)](#)

Lieu de destination Amiens (Somme)

Description

Résumé Sur la séparation des époux Godin-Lemaire et la liquidation de la communauté de biens. Godin expose la question de la liquidation de la communauté. Le procès en séparation est intervenu au moment d'un important développement industriel et social. La liquidation de la communauté de biens met l'industrie en péril ; il présente le plan de ses adversaires qui défendent une licitation globale de l'établissement industriel pour le contraindre à le racheter et ainsi le priver de capitaux indispensables ; Godin se demande s'il ne devrait pas abandonner l'exploitation de l'usine. Il expose l'intérêt d'un partage des biens immobiliers, comparé au désastre d'une licitation. Il informe Dauphin que le seul arrangement accepté par Esther Lemaire serait d'être payée de la moitié de la valeur des immeubles, plus la moitié du coût d'édification des immeubles, plus la moitié des bénéfices réalisés depuis la séparation jusqu'à la liquidation définitive ; Godin serait alors contraint d'emprunter pour verser ce qu'il lui devrait ; il devrait constituer une société pour apporter les capitaux à l'industrie ; dans la situation de concurrence de cette industrie, il serait obligé bientôt de considérer les usines et le matériel général comme amortis ; il serait dépendant d'actionnaires avides d'intérêts, situation qu'ont malheureusement connue les usines de Sougland. Le partage permet à chacun d'exploiter ce qui lui revient, tandis que la licitation fait passer dans une main les capitaux liquides et dans l'autre des instruments mais sans les moyens pour les exploiter. Godin écrit qu'il n'espère pas dans la justice, qui n'a pu protéger ses brevets. Godin demande conseil à Dauphin.

Notes Date de rédaction : la date est illisible sur la copie ; vers le 12 août 1865 d'après la lettre à Delpech du 12 août 1865.

Support L'encre de la copie est effacée. Le début du texte de la lettre et deux débuts de mots sur le folio 115v sont réécrits à la mine de plomb par-dessus l'encre de la copie.

Mots-clés

[Brevets d'invention](#), [Famillistère](#), [Fonderies et manufactures "Godin"](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées

- [Forges et fonderies de Sougland](#)
- [Lemaire, Sophie Esther \(1819-1881\)](#)

Événements cités [Séparation des époux Godin et Lemaire \(1863-1877\)](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 28/02/2023

Dernière modification le 18/09/2023

Le Monsieur Dauphin avait
pris la cour impériale Bonaparte

Monsieur

Les circonstances me font croire que vous

appartenez à la cour impériale Bonaparte

La cour impériale Bonaparte a été établie par le
général Bonaparte le 18 Brumaire an 8

Le général Bonaparte a été proclamé empereur le 18 Brumaire an 8

Le général Bonaparte a été proclamé empereur le 18 Brumaire an 8

Le général Bonaparte a été proclamé empereur le 18 Brumaire an 8

Le général Bonaparte a été proclamé empereur le 18 Brumaire an 8

et à travail, l'événement de mon mariage vient
ajuster les espérances que l'on devait au mariage d'une
épouse, ce qui, déjà, dépassait tout ce qui avait
été calculé sur ces questions et je n'aurais fait
que les effluver.

Mais en outre, aujourd'hui je suis à ma-
demander s'il me suffira m'employer ainsi à
l'industrie, même que j'ai crue, et si je ne
suis pas pour ne pas succomber en s'élevant à
la plus haute et abondante en terrain, non
légère, mais immense de préparant à la fois
une œuvre sociale, moi de tout ce qui aurait pu
les empêcher de m'attendre.

Mon exemple

Les hommes importants d'un moment
le plus de l'époque à former la demande en séparation
j'ai fait alors ces tentatives depuis, j'ai communiqué
une partie de ces espérances impossibles en montrant
à ces hommes, ces choses, qui auraient eu une
grande importance les événements, et qui auraient pu
causer l'administration des mondes sans le savoir de
partout par sa maladresse, sa responsabilité, sa
conscience de la situation que cet emploi de capital
avait eu pour la société.

J'ai développé l'œuvre, j'ai tellement agité
la question, en me des malheurs plus pour que mes
tentatives ne créent les espérances impossibles au point
de la réalisation.

J'ai fait faire, pendant le cours de mon
jeunesse considérable à mon époque, par l'éducation
de personnes dans la pratique de nouvelles pratiques;
J'ai pris ainsi les plus belles choses
et j'ai en 1866 un premier livre qui fut la base

de tout cela, lors de l'exposition de Londres, j'ai été
beaucoup de fois venue d'après, à cela, la pendant la
pièce, les biens établis en France, en Angleterre
et en Belgique, s'étaient les les associés de la fortune
future de mon industrie. M. Godein est même j'ai
la paralysie sur tout cela, mais mes ouvrages ne
comptent pas moins en tête un parti considérable
pour me voir et rendre le succès de mes opérations
impossible.

Voici leur plan et ce qu'ils se disent :

M. Godein est un homme très riche, et est attaché
à ses entreprises, pour les abandonner, la République sera
le moyen de les lui faire racheter, aux conditions les
plus avantageuses pour lui et les plus profitables pour
M. Godein.

M. Godein voudrait-il abandonner l'usine et le
mote, il ne le pourra pas, car, aux frais de ses
précédés, de ses travaux récents et de ses biens, il
n'aurait aucun moyen de les racheter, mais pour
donc pousser le plus possible aux dernières limites, il
en fera par là, en toute simplicité, nous
nous assurons la constitution d'une société
pour l'exploitation, le rachat et la chose nous
restera, et nous disposerons par là pied les biens
de M. Godein puisque nous aurons les moyens
d'acheter et de payer et qu'il en sera dépossédé.

Le plan des biens, simples et incroyables qui
se sont toujours dans l'histoire de l'humanité,
réformés contre la propriété des idées, aurait
pour conséquence de faire passer aux mains de
M. Godein toutes les valeurs liquides et de ne laisser
aux autres un village et des mines considérables sans

enoyons de les exploiter, sinon par des spéculations qui me conduiraient à une ruine prochaine. Malheur pour malheur, je me demande s'il ne vaut pas mieux laisser aux autres le soin de ruiner ce que j'ai fait que de me voir condamné à l'impuissance et de le voir périr entre mes propres mains, pour cela je laisserais M^{re} Gatin se rendre adjudicataire pour faire passer le tout aux mains d'étrangers qui n'ont rien fait dans cette création.

Celle est la situation que me fait le jugement qui vient d'être rendu à Terris, le jugement, je le crois, est marqué des meilleures intentions, mais il ne combat son but en ordonnant tout d'abord la liquidation, sans laisser aux parties la liberté de demander un partage.

Le partage est certainement un grand malheur, et pour moi, il était un objet d'effroi quand j'étais jeune, aujourd'hui il n'est rien à mes yeux en comparaison du désastre que la liquidation fait pour ma propre industrie et pour la population entière qu'elle occupe.

Le partage aurait eu vérité en divisant l'écurie et les immeubles en deux parts, chacun des époux prendrait la sienne et il lui resterait en outre des capitaux disponibles pour l'exploitation, la mécanique n'aurait pu ainsi opérer de façon à mettre aux enchères ma propre personne, c'est-à-dire mes moyens, pour me les faire acheter à moi-même, ou me réduire à l'impuissance.

Le jugement de Terris laisse donc aux époux un bien qui présente les uns les moyens

la plus sûre pour accomplir le vœu de dévouement
à l'industrie des pères et des fils.

Et la preuve de tout ceci est que M^{re} Gadin
ne voit qu'un seul arrangement ; ce serait que je
lui fournisse, non seulement la moitié de toutes
les valeurs mobilières, mais aussi la moitié du prix
des immeubles sur les déboursés inscrits aux livres
pour ce qu'ils ont coûté, en outre la moitié des
bénéfices que je pourrais avoir faits depuis sa fondation
ou réorganisation jusqu'au jour de la liquidation définitive.
Je pourrais aussi venir à emprunter pour lui payer
sa part.

Comment ensuite servir une industrie qui, plus
qu'aucune autre, exige des capitaux disponibles ? cela ne
pourrait venir bien qu'en constituant ensuite une
société qui apporterait les capitaux nécessaires, mais
en commençant le difficile, mais industrie en effet
arriver à ce point de concurrence que pour soutenir
avantageusement la lutte j'envisageais de constituer
une société matérielle qui servirait comme amortisseur ; je ne
pourrais donc constituer qu'une société sans valeur
et sans force industrielle, comme sont les sociétés
les plus importantes qui font en concurrence avec
eux les mêmes produits, à moins de céder pour
rien à cette société la part que j'aurais obtenue de la
commencement. Cette alternative me place en face
d'une impossibilité dont il n'y a une seule permission
pas de travailler, et l'autre me mettrait en présence
d'acheteurs mécontents parce qu'ils ne seraient
pas servis dans leurs intérêts comme ils l'auraient
pu espérer, d'autant que les mêmes produits dans cette voie
par les mêmes se trouvant sont presque un préjudice.

action que l'on ne trouverait pas d'actionnaire.
 Cette situation est le résultat malheureux que
 présente pour l'industrie un trouer la facilité de la
 division des capitaux industriels. Il serait donc très
 préférable, en présence de ces difficultés et de la
 ruine dont elle menacent mon industrie, que le
 tribunal eût ordonné le partage des matériel et des
 immeubles, de cette façon chacun des copartageants
 reste en possession d'une partie du fonds de rou-
 lement, en même temps que des moyens d'exploitation,
 deux choses indispensables. La liquidation, au
 contraire, ferait passer dans une main le fonds
 de roulement, c'est-à-dire les capitaux liquides, et
 ne laisserait à l'autre que des instruments sans
 moyens de les utiliser.

Il pourrait bien être en cas où la position
 faite à M^r Gudin lui serait assez défavorable pour
 le faire renoncer à son projet de démembrement de
 mon industrie, ce serait alors ou un rebuts de
 fortune auprès des tribunaux, ou donnerait la
 chance de ne pas voir leurs décisions m'être toujours
 contraire, mais moi je m'arrête à cette pensée
 quand j'ai en tête tout à souffrir de leur décision.

Mais enfin, supposons pour un instant
 qu'ils adoptent la jurisprudence qui se fait à l'heure
 sur les brevets, et que je sois maintenant dans une
 position comme précédemment pour avec que j'ai pu
 avant la demande en séparation, et que cette partie
 de mon industrie me reste en dépôt, supposons
 même que toutes les dépenses que j'ai eu pour
 l'exploitation et l'enseignement des élèves se
 soient élevées imputables à la communauté et

par conséquent considérées comme étant la représentation de capitaux existants au jour de la demande. Supposons encore que les développements que j'ai donnés à mon industrie, grâce à l'extension de ma clientèle fussent considérés comme un succès de nature pour laquelle je devrais recevoir des compensations pécuniaires.

Supposons que mon fils qui, depuis 1836, a construit presque en entier l'usine dans son état actuel, a bâti les deux kilomètres, qui sont consacrés aux développements de mon industrie, qui a participé à l'augmentation du capital de la commune par plus de deux millions, et auquel aujourd'hui sa mère ne veut pas accéder en son, quand il était convenu de plusieurs temps, que s'il ne se marierait pas, nous avions l'associer à l'industrie, supposons, dis-je, que de la chef, la justice accorde encore à mon fils la part qui lui est due pour son travail, soit deux cent mille francs.

Toutes ces choses réunies viendraient singulièrement peser dans la balance pour faire contre-poids à l'indigne spéculation et aux moyens que mes ennemis trament et complotent employer contre moi.

Mais je n'ai pas l'habitude d'avoir autant de succès auprès de la justice, quand j'ai débuté en industrie, après 6 ans de procès, elle a délaissé les brevets que j'avais obtenus, sans valeur, j'ai marché malgré cela, mais, arrivé un jour où j'aurais pu voir s'ouvrir la voie d'une nouvelle vie dans la pratique de l'industrie, elle laisse entre mes mains l'indifférent, préfère à faire cette reconnaissance à faire, je salue cela, espérant qu'elle

me briser par l'homme tout oulier, et qu'elle aie
 à redouter que la cruauté humaine, des cir-
 constances malheureuses et des faits mal interprétés
 ont contribué et concouru à faire de moi une
 victime auprès d'elle?

Dans cette situation, Monsieur, j'ai bien
 besoin de conseils que malheureusement je n'ai pu
 trouver qu'à moi-même, mais ayant pu tout au
 moins résister aux tentatives hostiles que mes adversaires
 ont le nouveau tentées depuis l'arrêt de déportation
 jusqu'à ce jour, j'espère, Monsieur, vous adresser
 maintenant le meilleur avis pour recouvrer les
 moyens de me consacrer à une activité utile, et
 me donner une dernière arrestation sur ce que j'ai
 à faire en présence du jugement de l'homme que
 vous connaissez, une note et dont le dispositif
 est ci-joint.

Je vous prie, Monsieur, l'assurance de
 mon sentiment de parfaite considération et de
 ma gratitude.